

Le Secrétaire général et son Cabinet



ANGEL GURRÍA – Secrétaire général

@A_Gurria

M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE depuis 2006, a conduit la transformation de l'OCDE pour en faire une institution « incontournable », pour ses travaux et ses conseils sur les réformes de l'action publique. Grâce à lui, l'OCDE s'affirme désormais comme un référent mondial en matière de bonnes pratiques, offrant un soutien ciblé aux pays membres et partenaires pour les aider à faire face aux défis actuels et concevoir, proposer et mettre en œuvre des politiques meilleures pour une vie meilleure. Sous sa direction, l'Organisation est devenue un partenaire de confiance pour le G20 et le G7, la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), l'Alliance du Pacifique, et bien d'autres enceintes internationales.

Il a amené l'Organisation à mettre en œuvre d'importants programmes de réformes structurelles et a supervisé des réalisations majeures dans les domaines de la croissance inclusive, de l'égalité femmes-hommes, de la gouvernance, de la fiscalité, de la lutte contre la corruption, de la croissance verte, de l'eau, des migrations, de l'éducation, de la santé, de l'innovation et des échanges, pour n'en citer que quelques-uns. Il a été une force motrice dans l'effort déployé pour placer l'humain et le bien être au centre des politiques publiques et de la croissance.

Il a donné plus d'ampleur aux contributions de l'OCDE à l'agenda mondial et aux grands accords multilatéraux, notamment par les importantes contributions de l'Organisation à l'Accord de Paris sur le climat et aux Objectifs de développement durable.

Il a renforcé le rayonnement mondial et la pertinence de l'Organisation, en intensifiant ses relations avec des économies émergentes clés et en pilotant le processus d'adhésion de nouveaux membres, notamment des sept pays qui ont rejoint les rangs de l'OCDE depuis qu'il la dirige : le Chili, la Colombie¹, l'Estonie, Israël, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie.

1. Le 25 mai 2018, le Conseil de l'OCDE a invité la Colombie à devenir membre. La date de l'adhésion sera celle du dépôt de l'instrument d'adhésion de la Colombie à la Convention de l'OCDE.



GABRIELA RAMOS – Directrice de Cabinet et Sherpa de l'OCDE
@gabramosp

Mme Gabriela Ramos est Directrice de Cabinet et Sherpa. Elle a joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre du programme de transformation stratégique de l'OCDE voulu par le Secrétaire général et a conduit des initiatives

visant à fournir des conseils ciblés aux pays. Elle veille à la cohérence et à la bonne exécution des activités de l'Organisation et supervise le Cabinet du Secrétaire général. En qualité de Sherpa, elle est responsable des contributions de l'OCDE au G20 et au G7 et de la mise en œuvre de la stratégie mondiale de l'OCDE. Elle dirige l'Initiative sur la croissance inclusive, les travaux de l'OCDE sur l'égalité femmes-hommes, les enfants et la lutte contre la corruption, et supervise la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales. Elle a lancé l'initiative relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques, qu'elle continue de diriger. Elle coordonne également la Réunion annuelle du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres. Elle était précédemment Cheffe du Centre OCDE de Mexico pour l'Amérique latine et a assuré le lancement du Forum de l'OCDE au Mexique.

En 2018, Mme Ramos a été nommée par Apolitical parmi les 100 personnalités les plus influentes du monde en matière d'égalité femmes-hommes. Elle a également reçu le Prix Forbes de l'excellence entrepreneuriale en 2017 et a été décorée de L'ordre national du Mérite par le Président français en 2013.



Cabinet du Secrétaire général, OCDE, Paris, le 4 avril 2019. Photo : OCDE



MASAMICHI KONO – Secrétaire général adjoint

M. Masamichi Kono a été nommé Secrétaire général adjoint en août 2017. Son champ d'action couvre notamment la direction stratégique des travaux de l'OCDE dans les domaines de la politique de l'environnement, de la croissance verte et des affaires financières et des entreprises. Il représente en outre l'OCDE aux réunions du Conseil de stabilité financière. Son expérience approfondie de la réglementation bancaire a contribué au dialogue avec la Direction des affaires financières et des entreprises et la sphère financière.

M. Kono a consacré une grande partie de sa carrière à la surveillance financière et à la réglementation des services financiers, au Japon et au niveau international. Il a occupé le poste de vice-ministre des Affaires internationales à l'Agence japonaise des services financiers (JFSA) et de Président du Centre des partenariats financiers en Asie de la JFSA.

Il a été Président du Comité technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) (avril 2011-mai 2012), puis Président du conseil d'administration de cet organisme (jusqu'à fin mars 2013). Il a aussi co-présidé le Groupe consultatif régional pour l'Asie du Conseil de stabilité financière (juillet 2013-juin 2015), et présidé le comité de surveillance de la Fondation IFRS (février 2013-juin 2016).

Il a également été Secrétaire du Comité du commerce des services financiers de l'Organisation mondiale du commerce (1994-99).



LUDGER SCHUKNECHT – Secrétaire général adjoint

M. Ludger Schuknecht a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'OCDE en septembre 2018. Il met sa vaste expérience de la politique économique internationale et des processus décisionnels au service de la promotion des efforts déployés par l'OCDE pour instaurer une croissance durable et promouvoir « des politiques meilleures pour une vie meilleure ». Il est responsable de la supervision stratégique des travaux de l'OCDE sur les statistiques et les données, la politique fiscale et l'administration de l'impôt, l'éducation et les compétences, ainsi que de la collaboration de l'OCDE avec le Pacte du G20 avec l'Afrique.

Auparavant, M. Schuknecht travaillait en qualité de Chef économiste au Ministère fédéral allemand des Finances et représentait l'Allemagne auprès du G20 Finances. À ce titre, il a assuré la coordination du volet financier (*Finance Track*) pendant la présidence allemande du G20 et joué un rôle de premier plan dans le lancement des travaux du G20 relatifs à la fiscalité du numérique et du Pacte du G20 avec l'Afrique. Au cours de sa carrière dans les organisations internationales, il a également travaillé à la Banque centrale européenne, à l'Organisation mondiale du commerce et au Fonds monétaire international.



ULRIK VESTERGAARD KNUDSEN – Secrétaire général adjoint

M. Ulrik Vestergaard Knudsen a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'OCDE en janvier 2019. Sa mission consiste notamment à assurer la direction stratégique de la politique de l'OCDE concernant la science, la technologie et l'innovation, les échanges et l'agriculture ainsi que l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes. En concertation avec le Secrétaire général, M. Knudsen a transformé le Comité exécutif en session spéciale de l'OCDE en Groupe de stratégie globale (GSG), de façon à disposer d'un cadre stratégique pour débattre des questions d'intérêt mondial et dialoguer avec les Partenaires clés. Il a présidé le GSG de 2013 à 2017.

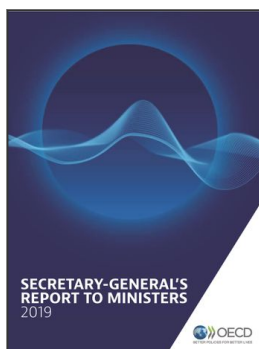
Jusqu'à la fin de l'année 2018, M. Knudsen a exercé les fonctions de Secrétaire d'État permanent auprès du ministère des Affaires étrangères du Danemark. Auparavant, il a occupé, auprès de deux Premiers ministres danois, le poste de Sherpa et de Conseiller diplomatique principal pour la politique de la sécurité, l'UE et les affaires étrangères au sein du Cabinet du Premier ministre. Il a été Ambassadeur auprès de l'OCDE et de l'UNESCO à Paris (2008-09). En dehors de sa carrière diplomatique, au cours de laquelle il a notamment été affecté à Londres (2003-04), Washington (1998-2000) et Moscou (1997), il a occupé pendant une courte période le poste de Directeur de la politique internationale du groupe Vodafone, à Londres (2013).



JEFFREY SCHLAGENHAUF – Secrétaire général adjoint

M. Jeffrey Schlagenhauf a pris ses fonctions de Secrétaire général adjoint de l'OCDE en mai 2019. Son champ d'action couvre notamment la direction stratégique de la politique de l'OCDE en matière de gouvernance publique et de développement, ainsi que les projets horizontaux sur la lutte contre la corruption. En outre, il supervise le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et le Comité d'aide au développement.

Avant d'entrer à l'OCDE, M. Schlagenhauf exerçait les fonctions de Directeur adjoint chargé de la politique économique au Bureau de la gestion et du budget (OMB) de la Maison Blanche, où il a mis en œuvre des politiques fondées sur des données factuelles au sein de l'administration fédérale. La campagne présidentielle de 2016 aux États-Unis lui a permis de tirer profit de son expérience approfondie des politiques publiques en qualité de Conseiller pour la politique économique. Sa carrière l'a également conduit à occuper le poste de Directeur exécutif de la Commission économique conjointe du Congrès et de Chef de cabinet auprès d'un membre de la Chambre des représentants des États-Unis.



Extrait de :
Secretary-General's Report to Ministers 2019

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/d4b4a55c-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2019), « Le Secrétaire général et son Cabinet », dans *Secretary-General's Report to Ministers 2019*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/c47e4079-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.